

# Globalisation

## Histoire du « Nouvel ordre mondial »

par Pierre Hillard

<http://www.voltairenet.org/article164176.html>



**Réunis à Londres, le 2 avril 2009, autour de la reine Elizabeth II, les chefs d'État et de gouvernement des 20 plus grandes puissances du monde ont envisagé de créer un directoire économique mondial.**

Avec la ratification du Traité de Lisbonne par les 27 États européens, l'élection d'Herman van Rompuy à la présidence du Conseil européen et de Catherine Ashton comme Haut-représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, le 19 novembre 2009, marque un tournant décisif dans les ambitions mondialistes. L'Union Européenne (l'UE) se voit dotée progressivement d'un visage politique et d'un « numéro de téléphone » pour reprendre l'expression d'Henry Kissinger. Certes, de nouveaux réglages — une forme de rodage — s'avèrent nécessaires afin de véritablement asseoir cette union régionale. En effet, des rivalités continuent à perdurer entre le président du Conseil européen, le président de la Commission européenne et la présidence tournante de six mois. Cette situation agace profondément l'administration Obama [1]. Cependant, dotée de la personnalité juridique et d'une complète primauté du droit européen sur le droit national, l'Union européenne peut prétendre (réussir ?) devenir un acteur de la scène internationale. Il serait faux d'affirmer que cette nouvelle vocation se fera dans une complète indépendance par rapport au reste du monde. En fait, les élites européistes soutenues par l'oligarchie financière avancent en liaison et en communion d'esprit avec toutes les autres formes d'unions régionales en cours d'élaboration sur la planète.

En effet, l'Union Européenne n'est qu'une composante d'un vaste programme conduisant à l'émergence de blocs continentaux dotés chacun d'une monnaie, d'une citoyenneté, d'un parlement unique, etc ; l'ensemble de ces blocs étant appelé à constituer une gouvernance mondiale. Nous pouvons relever les unions régionales suivantes en formation :



- La **Communauté Économique Eurasiatique** (CEEA ou Eurasec pour Eurasian Economic Community) [2] : créée en octobre 2000 et réunissant plusieurs pays de l'ancien bloc soviétique (Russie, Kazakhstan, Biélorussie, ...), elle poursuit l'objectif de créer une union douanière [3] à partir de 2010 avec l'idée d'une monnaie régissant l'ensemble appelé « evraz » [4] ou « euras » ou encore « eurasia » (le nom de cette monnaie peut encore

changer) [5].

► L'Union des nations sud-américaines (UNASUR) [6] : créée en mai 2008, elle entend passer d'une logique sub-régionale à une identité régionale en fusionnant en une seule organisation le Mercosur et la Communauté andine,

c'est-à-dire en réunissant tous les États du continent sud-américain (à l'exception de la Guyane française, et des îles britanniques Sandwich et Malouines). L'idéal poursuivi est de réussir la mise sur pied d'un parlement, d'une monnaie unique [7] et d'une citoyenneté commune. L'UNASUR entretient des liens privilégiés avec son modèle européen dans le cadre d'une assemblée parlementaire euro-latino américaine appelée EUROLAT [8].



- Le Système d'intégration centre-américain (SICA) [9] : créé en décembre 1991, ce groupe de pays centre-américains poursuit les mêmes objectifs cités ci-dessus, en particulier la création d'une monnaie unique suite au 33<sup>e</sup> congrès tenu à San Pedro Sula (Honduras) en décembre 2008.



- Le lancement de « l'Organisation de l'Unité Africaine » (OUA) [10] en 1963 a permis de passer à la vitesse supérieure, à partir des années 1999-2000, avec la création de l'Union Africaine (l'UA, à Durban en juillet 2002) et du « Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique » (NEPAD) [11]. Les objectifs (commission, parlement panafricain, cour africaine des droits de l'homme, etc) se calquent sur le modèle européen [12].



- Le Conseil de coopération du Golfe (Gulf cooperation council, GCC) [13] : créé en 1981, il tend à une union de plus en plus étroite entre les États du Golfe (Bahrein, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite et Emirats arabes unis). Une monnaie commune est prévue vers 2010/2011. Le nom avancé par certains est « Khaleeji ». Cependant, même si le principe d'unité monétaire est retenu, l'appellation de cette monnaie n'est pas assurée [14].

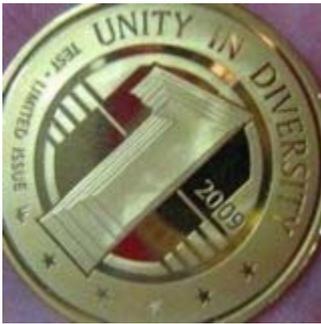


- Une union asiatique prend forme sous l'égide de trois acteurs principaux : le Japon (CEAT, Council on East Asian Community), la Chine (NEAT, the Network of East Asian Think Tank) et la Corée du Sud (EAF, the East Asia Forum). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la Chine et l'Asean (sigle anglais pour « Association des nations du Sud-Est asiatique) ont lancé la plus grande zone de libre-échange au monde, à laquelle se sont joints la Corée, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Elle doit permettre « d'accélérer ce processus de régionalisation » comme se plaît à le dire Xu Ningning, le secrétaire général du Conseil économique Chine-Asean [15].



- Une union Nord-américaine a été lancée en mars 2005 au Texas (Waco) entre les chefs d'État états-unien, canadien et mexicain dans le cadre du PSP (Partenariat pour la Sécurité et la prospérité) [16]. L'objectif déclaré est d'aboutir, théoriquement au cours de l'année 2010, à l'instauration d'un périmètre politique, économique et militaire unifié entre les trois États [17]. Une unité monétaire appelée « amero » ou « dollar nord-américain » (la désignation de cette nouvelle monnaie n'est pas assurée) doit remplacer le dollar US et canadien ainsi que le peso mexicain [18]. Cette mutation passe par un effondrement du dollar et, par ricochet, du système financier et monétaire mondial. Cette crise systémique globale (politique, financière, monétaire et géopolitique) se renforce en ce début de l'année 2010 afin de favoriser l'arrivée de ce nouvel ordre mondial tant désiré par les thuriféraires du système.

► Enfin, il est prévu théoriquement pour 2015 l'instauration d'un bloc euro-atlantique unifié politique, économique et militaire [19]. Nous pouvons signaler que le Parlement européen a adopté une résolution, le 26 mars 2009, traitant de « l'état des relations transatlantiques après les élections qui ont eu lieu aux États-Unis ». Cette résolution a le mérite de rappeler tous les accords politiques, économiques et militaires conclus de part et d'autre des rives de l'Atlantique afin d'aboutir à une union transatlantique [20].



Cette liste ne serait pas complète sans évoquer un événement majeur passé sous silence par la presse française. En effet, lors du sommet de l'Aquila en Italie (8-10 juillet 2009), les chefs d'État ont traité divers dossiers (crise économique, climat, ...). Cependant, lors d'une rencontre avec les journalistes, le président russe Medvedev s'est plu à présenter un prototype de monnaie mondiale sous la forme d'une pièce fabriquée en Belgique sur laquelle était gravée en anglais « unité dans la diversité » [21]. Cette présentation constitue un tournant majeur. Pour la première fois, un chef d'État a présenté un exemplaire d'une monnaie en mesure d'être la référence unique de l'humanité toute entière [22]. Ce geste complète les propos d'Herman van Rompuy qui, lors de son discours de remerciements après sa nomination au poste de président du Conseil de l'Union Européenne, n'a pas hésité à prononcer ces paroles lourdes de sens : « 2009 est aussi la première année de la gouvernance mondiale avec l'instauration du G20 en pleine crise financière » [23].

Cette affirmation — juste de la part d'un partisan de la gouvernance mondiale — doit nous amener à réfléchir et à nous poser la question suivante : comment en est-on arrivé là ? En effet, la description de ces diverses unions régionales plus ou moins avancées dans le cadre d'une autorité unique — avec éclatement interne des États qui les composent [24] — n'est pas le fruit du hasard. En fait, cette mutation résulte d'un très long travail de fond de la part des oligarchies financières [25] et de groupes élitistes politiques dans le cadre de *think tanks* ou de fondations.

## L'oligarchie anglo-saxonne et ses princes

Le public francophone est malheureusement ignorant des vrais acteurs de la politique mondiale, ces derniers exerçant leurs talents plus dans les coulisses que sur la scène politique. Pour mieux comprendre la situation désastreuse dans laquelle les défenseurs de la cause nationale se trouvent en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, il est nécessaire de rappeler dans ses grands traits le rôle éminemment important de la puissance financière et aristocratique anglo-saxonne. Celle-ci a toujours constitué un État dans l'État. On peut situer sa prise du pouvoir suite à l'instauration de la « Grande Charte » du 15 juin 1215. Après la défaite du roi Jean Sans Terre d'Angleterre, le 27 juillet 1214 à Bouvines face au roi Philippe Auguste, les barons anglais ont arraché des privilèges politiques et financiers. Désormais, la couronne britannique est obligée de composer et de collaborer avec une caste qui allie force, puissance financière et ambitions commerciales. Dès cette époque, une élite avide, revendicatrice et orgueilleuse est née. Elle est à l'origine de l'existence de ces groupes de pressions (ou lobbies) qui, par des voies aussi diverses que la finance, le renseignement ou les médias, exercent des pressions sur le pouvoir politique. Ce dernier dépendant largement d'appuis et de monnaie sonnante et trébuchante pour son maintien au pouvoir est dans l'obligation absolue de tenir compte des avis et des conseils émanant de cette caste. Les *think tanks* (« instituts de recherche » ; la traduction est cependant impropre), fondations et groupes élitistes sont la suite logique d'un état d'esprit élitiste et mercantile. Ces cénacles sont devenus les centres incontournables d'une minorité active conditionnant l'avenir du monde anglo-saxon puis, de proche en proche, de l'univers entier. Contrairement à la conception politique française qui soumet toute activité à celle de l'État, ces organisations politico-commerciales ne dépendent plus d'une autorité nationale. Très tôt, elles ont exercé leurs talents. Dès le Moyen-Âge, des compagnies comme les London Staplers, les London Mercers Company ou encore la British East India Company (la BEIC au 17<sup>e</sup> siècle) ont été les fers de lance de l'impérialisme britannique. Ainsi, l'aristocratie commerciale s'est transmise le flambeau de la conquête et de la maîtrise des richesses de génération en génération. « Toujours plus » pour reprendre une expression de François de Closets.

La défaite française en Amérique du Nord conduisant au Traité du 10 février 1763 peut être considérée comme l'acte de naissance de la montée en puissance de l'oligarchie britannique. En effet, la perte de la Nouvelle France donne à la Couronne britannique tout un continent aux richesses inouïes et presque vide d'habitants. L'incapacité de la monarchie française à peupler ces vastes territoires et à les intégrer à la sphère de la civilisation gréco-romaine fait basculer tout cet espace sous la coupe anglo-saxonne. Mâtinée d'un tour d'esprit messianique, les élites conquérantes américaines en liaison avec leurs homologues britanniques sont prêtes à imposer leur modèle au monde entier. Après les guerres de la Révolution et la défaite de Napoléon I en 1815, la puissance anglo-saxonne n'a plus de rival sur les mers. Puissance démographique, peuplement de vastes territoires en Amérique du Nord, en Afrique australe, en Australie et en Nouvelle-Zélande, contrôle de points stratégiques partout dans le monde (Gibraltar, Hong Kong, ...), mainmise de territoires sur presque tous les continents, technologie de pointe et secteur bancaire performant permettent à ces aristocraties commerciales de Londres et de New-York de rêver à un contrôle du monde sous les auspices de la City et de Wall Street. Un homme a été la figure de proue de cet idéal : Cecil Rhodes.

## **Cecil Rhodes (1853-1902) [26]**

Ce grand défenseur de l'Empire britannique émigre en Afrique australe où sa personnalité et ses qualités intellectuelles hors normes lui permettent de faire fortune dans le diamant. Il est à l'origine de la création de l'industrie diamantaire De Beers en liaison et avec l'appui de Nathaniel Mayer Rothschild (1840-1915). Sa fortune colossale lui ouvrant les portes de la colonie britannique, Cecil Rhodes pose les jalons permettant à l'État Sud-africain (dominion de l'Empire britannique) de prendre forme quelques années après sa mort en 1910. Son influence financière et politique lui permet de contrôler des territoires à qui il donne son nom : la Rhodésie. Divisés plus tard en Rhodésie du Nord et Rhodésie du Sud, ces États sont devenus la Zambie et le Zimbabwe. Cependant, sa grande idée coloniale est de réaliser une immense voie de chemin de fer partant du Cap jusqu'au Caire. Dans sa défense de l'Empire britannique, les voies de communications constituent un enjeu capital pour la mise en valeur des richesses de toute sorte. Le développement des voies de communications (sous toutes ces formes [27]) est le passage obligatoire pour le bon fonctionnement de tout Empire. Ce précepte est d'une très grande actualité en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle [28]. Les voies de communications constituent les artères irriguant l'empire commercial et politique.



**Cecil Rhodes (1853-1902)**

Au-delà du bon fonctionnement de l'Empire britannique, un idéal supérieur taraude Cecil Rhodes. En effet, convaincu de la supériorité de la « race » anglo-saxonne, il conçoit une politique afin d'assurer cette prééminence : l'union de tous les pays anglo-saxons ou, plus exactement, l'instauration d'un bloc réunissant l'Empire britannique et les États-Unis d'Amérique. L'ensemble doit constituer pour lui le socle permettant la naissance d'un État mondial animé des principes et de la philosophie de l'aristocratie commerciale anglo-saxonne. Afin d'y parvenir, il estime nécessaire de recruter des personnalités supérieures au sein des universités qui, animées du même idéal, seront soutenues pour occuper les postes clefs et aussi divers que l'économie, la finance, l'armée, l'éducation, le renseignement ou encore le journalisme. Ainsi, pareil à un corps d'armée, ces différentes personnes véritables jésuites du mondialisme convergeront vers le même but afin de former les esprits dans leurs pays respectifs tout en développant les structures politico-économiques conduisant à l'émergence de cet État commercial mondial. Dans son esprit, cette ambition titanique et de très longue haleine passe par la création des « bourses d'études Cecil Rhodes » (Rhodes Scholarships). Cecil Rhodes n'a pas eu le temps de voir la concrétisation de cet idéal de son vivant. Ce n'est qu'en 1904 que ses proches collaborateurs lancent les premières bourses d'études portant son nom à l'université d'Oxford. Le sociologue français, Auguste Comte, disait que « les morts gouvernent les vivants ». Cette formule peut largement

s'appliquer à Cecil Rhodes. Ses concepts ont forgé le monde du XX<sup>e</sup> siècle et du début XXI<sup>e</sup> siècle. Sans tous les citer, nous pouvons relever parmi les bénéficiaires des bourses d'études Cecil Rhodes : le Premier ministre australien Bob Hawke (1981/1993) ; James Wolsey, directeur de la CIA (1993/1995) ; Wesley Clarke, patron de l'OTAN au cours de la décennie 1990 et acteur majeur de la destruction de la Yougoslavie en mars 1999 ; le président Bill Clinton (promotion 1968) ou encore James William Fullbright (sénateur de l'Arkansas et grande figure de la politique états-unienne) [29].

La politique de Cecil Rhodes n'aurait pas pu prendre l'ampleur que l'on sait sans l'action de ses proches collaborateurs. Là aussi, nous ne pouvons pas citer la liste forte conséquente à la lecture d'Anglo – American *Establishment* de Carroll Quigley. Les hommes entourant Cecil Rhodes se caractérisent par un fait majeur ; ils occupent les secteurs clefs de la société britannique dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle [30]. Ils ont déterminé l'avenir du monde d'une manière implacable. Dans cette longue liste, nous retiendrons trois personnages.



**Alfred Milner (1854-1925)**

Une des figures de proue, successeur et fils spirituel de Cecil Rhodes s'appelait Alfred Milner (1854-1925, appelé aussi Lord Milner). Parmi ses nombreuses activités comme par exemple directeur de la London Joint Stock Bank, il fut le chef du cabinet de guerre du Premier ministre Lloyd George durant le conflit de 1914-1918. Durant cette guerre mondiale, un événement déterminant pour les générations futures se joua en novembre 1917. En effet, la « Déclaration Balfour » (Arthur James Balfour, homme politique britannique) affirmait sous l'égide du gouvernement britannique la reconnaissance d'un foyer juif en Palestine. Cette reconnaissance fut officialisée directement par une lettre adressée à Walther Rotschild qui était un intermédiaire avec le mouvement sioniste en Grande-Bretagne. En réalité, le véritable rédacteur de cette déclaration était Alfred Milner. Comme l'explique Carroll Quigley, la « Déclaration Balfour » devrait en fait s'appeler la « Déclaration Milner » [31].

Philipp Kerr (1882-1940, devenu lord Lothian) fut le secrétaire privé de Lloyd George. Autant dire qu'il était au cœur des échanges politiques autour du Premier ministre anglais et était une courroie de transmission pour l'ensemble du « groupe Milner » [32]. Par la suite, il fut ambassadeur du Royaume-Uni à Washington.

Enfin, nous pouvons évoquer Lionel Curtis (1872-1955). Outre sa participation aux travaux du Traité de Versailles, il est l'auteur de l'expression « Commonwealth of nations » dont l'application date de 1948. Comme le révèle Carroll Quigley, cette expression est le résultat de travaux dont le but était de préparer l'Empire britannique aux mutations politiques conduisant à une organisation mondiale. Ces travaux appelant à un Commonwealth remontent à 1916 [33]. Enfin, précisons que Lionel Curtis a joué un rôle déterminant, en 1919, dans la création du *think tank* anglais, le Royal Institute of International Affairs (RIIA appelé aussi Chatham House).

La compréhension de la mécanique mondialiste se doit d'être étudiée comme un immense puzzle. Il faut passer en revue chaque pièce de ce puzzle puis ensuite les réunir afin d'avoir une vue d'ensemble. C'est pourquoi, nous passons à un autre pan du système en rappelant au lecteur qu'il doit conserver à l'esprit ces différents éléments afin de reconstituer ensuite le tout. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut comprendre la « Bête ».

## La société fabienne (Fabian society) [34]

La société fabienne [35] est un institut qui a vu le jour à Londres en 1884 sous l'impulsion de politique anglais comme Sydney Webb (1859-1947) et de son épouse, Béatrice Webb, ou encore de l'écrivain irlandais George Bernard Shaw (1856-1950). L'avant-garde de cette société se fit sous l'influence de promoteur du socialisme comme Robert Owen (1771-1858) [36] qui transmet ses idées à John Ruskin (1819-1900, professeur à l'université d'Oxford [37] et qui influença Cecil Rhodes) [38]. D'autres personnes imprégnées d'un idéal socialiste chrétien comme Frederik Derrison Maurice (1805-1872) ont posé les jalons au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ouvrant la voie à la fondation de la société fabienne. Le choix de « fabien » (fabian) s'explique puisqu'il se réfère au général romain de l'époque des guerres puniques (vers – 200 av-JC), Fabius Cunctator (c'est-à-dire le « temporisateur »). Face au général carthaginois Hannibal, le militaire romain pratiquait la politique de guérilla qui consistait à ne pas brusquer les choses afin d'atteindre son but. C'est cette méthode de changement en douceur mais implacable qui est la marque de fabrique de la société fabienne. Celle-ci défend le principe d'une société sans classe devant conduire à la synthèse du socialisme (l'État providence) et du capitalisme (les lois du marché), le tout devant aboutir à la mise en forme d'une économie monopolistique dans un cadre étatique mondial. Afin de répondre aux ambitions de cette société, ses dirigeants estiment qu'il faut y aller pas à pas ou, selon leur expression, par « graduation ». L'influence de cette société est immense car de nombreux politiques anglais ont été membres de la société fabienne [39]. Cependant, cette influence a été d'autant plus importante que cette société a été à l'origine de la création de la London School of Economics (LES) en 1895 sous l'impulsion de Sydney Webb. Cette prestigieuse école de formation économique qui s'est diversifiée par la suite a formé, dans un esprit fabien, des générations de dirigeants anglais, mais aussi de nombreux étudiants de part et d'autre de la planète. Ceux-ci sont souvent devenus par la suite des acteurs majeurs de la vie politique et économique de leurs pays. Ainsi, l'ancien président de la Commission européenne, Romano Prodi ; le président John Kennedy ; la reine du Danemark Margarethe II ; Pierre Trudeau (Premier ministre canadien) ; le lobbyiste et membre de plusieurs *think tanks* Richard Perle (« le prince des ténèbres ») ; le financier George Soros (fondateur des instituts Open Society) ; l'ancien conseiller de François Mitterrand, Erik Orsenna et même le chanteur des Rolling stones, Mike Jagger (il n'a fait qu'un an ! [40]), ont fréquenté les bancs de cette école. Cette dernière grâce à l'action de la société fabienne a contribué au formatage de nombreux esprits de part le monde. Cependant, l'influence de cette société a été variée, entre autres grâce à l'action d'un de ses membres, l'écrivain Herbert George Wells (1866-1946).



H.G. Wells (1866-1946)

Imprégné de l'idéal fabien, H.G Wells a su développer ses vues dans de nombreux livres. Auteur à succès comme *L'Homme invisible*, *La Machine à remonter le temps* ou encore *La Guerre des mondes*, cet écrivain anglais a su répandre ses convictions dans un ouvrage paru en 1928, *Open conspiracy* (« conspiration ouverte ») [41], prônant un État mondial sans classe, contrôlant tout (« une nouvelle communauté humaine » selon son expression), encourageant la réduction drastique de la population mondiale et la pratique de l'eugénisme. En fait, dès le début, H.G Wells a présenté ses théories dans un ouvrage méconnu et dont le titre correspond exactement à la formule maçonnique *Ordo ab chao : La Destruction libératrice*. Paru en 1914, cet ouvrage raconte l'histoire d'une guerre généralisée aboutissant à la création d'un État mondial constitué en 10 blocs (« 10 circonscriptions » selon la formule de l'auteur [42]). C'est dans ce livre – rappelons-le paru en 1914 – que l'on retrouve l'expression « Nouvel ordre mondial » [43]. Par la suite, H.G Wells a récidivé en publiant un livre en 1940 au titre sans équivoque : *Le Nouvel ordre mondial* [44].

Tous ses représentants fabiens fréquentaient et collaboraient de près ou de loin avec l'équipe de Cecil Rhodes puis de Lord Milner. Un véritable esprit de corps en faveur d'un but commun, un État mondial, animait ces différentes personnes. Ces élites anglo-saxonnes, qui ne sont que la suite logique de ces aristocraties commerciales du Moyen-Âge, ont continué à rassembler leurs forces au sein d'autres clubs comme la Pilgrim Society en 1902 à Londres et à New York [45]. La vitesse supérieure fut atteinte, en 1910, avec la création de la Round Table.

## La Round Table et ses « enfants » [46]

La création de la Round Table [47], qui n'est finalement que l'héritière d'un passé multiséculaire de traditions mystiques, financières et élitistes, fut une étape décisive dans les préparatifs devant mener à un État mondial. En effet, sous l'impulsion de Lord Milner et de ses proches, cet institut haut de gamme fut créé en liaison avec les élites financières américaines afin d'assurer la prééminence du monde anglo-saxon devant aboutir à la création d'un État mondial. D'autres Round Tables furent créées dans tous les dominions de l'Empire britannique mais aussi aux États-Unis. Prenant la suite des ambitions de Cecil Rhodes, des financiers de renom encadraient l'équipe de Lord Milner comme Alfred Beit (1853-1906), Sir Abe Bailey (1864-1940) et la famille Astor. D'autres groupes se sont ajoutés au berceau du mondialisme animée par la Round Table : J.P Morgan [48], la banque Lazard ou encore les familles Rockefeller et Whitney [49].

Avant de continuer dans l'étude des « bonnes œuvres » de la Round Table, il s'avère nécessaire de faire le point suivant. Ces grandes familles du mondialisme, même animées par une finalité commune, n'en sont pas moins déchirées par des dissensions internes. On peut en relever essentiellement deux. La première est aussi vieille que le monde ; elle s'appelle rivalités internes. Les rivalités d'ambitions et d'ambitieux cherchant plus de pouvoir, plus d'influence et plus de richesses afin d'occuper les meilleurs places ont émaillées l'histoire de cette aristocratie commerciale. Ce phénomène est aussi vieux que l'histoire humaine. En revanche, le deuxième point est propre à la Round Table. En effet, sous l'apparente unité de vue se cachent deux courants de pensée. Dans les deux cas, ces courants poursuivent le même but : l'État mondial. Cependant, dans un cas, un courant défend le principe de la constitution d'un bloc anglo-saxon unifié (Empire britannique associé aux États-Unis) ; ce socle anglo-américain représentant la colonne vertébrale permettant au reste du monde de s'y agréger. Dans le deuxième cas, l'autre courant estime qu'il n'est pas nécessaire de privilégier la naissance d'un Empire anglo-saxon comme point d'ancrage à un monde unifié. Il prône plutôt l'émergence d'un monde où aucun pays ne serait en mesure d'imposer sa loi ou sa philosophie politique. Il s'agit pour les tenants de la deuxième voie de créer une sorte de « purée » générale unifiant l'humanité entière en un seul bloc et sans distinction aucune. Nous avons là l'opposition entre les tenants du mondialisme anglo-saxon à celui des partisans du mondialisme planétarien.

La Première Guerre mondiale fut une bascule d'un monde à un autre. Même s'il n'est pas possible d'évoquer dans le détail le rôle essentiel des élites anglo-américaines durant ce conflit [50], nous pouvons relever la mission déterminante du suédois Olof Aschberg (1877-1960) à la tête de la banque Nya Banken de Stockholm. Il fut le grand financier servant d'intermédiaire entre les élites de Wall Street et de la City d'un côté et les dirigeants bolcheviques de l'autre. Son surnom était le « banquier de la Révolution mondiale ». Comme le rappelle Antony Sutton, la banque d'Olof Aschberg avait une filiale à Londres, la Bank of North Commerce, dont le président Earl Grey appartenait tout simplement à l'équipe de Cecil Rhodes et de Lord Milner [51]. Ce dernier joua aussi un rôle capital au sein de l'oligarchie anglo-saxonne. En effet, outre son activité susmentionnée, c'est Lord Milner qui sut convaincre le Premier ministre Lloyd George de soutenir fermement la révolution bolchevique. Cette évolution capitale pour l'avenir du monde s'est faite suite à la visite à Londres, à la fin de l'année 1917, de William Boyce Thompson (1869-1930) accompagné d'un représentant de JP Morgan, Thomas W. Lamont (1870-1948) [52]. Membre du comité directeur de la Banque fédérale US (la Fed), W.B Thompson fut un agent au service de l'oligarchie au sein de la Croix-Rouge états-unienne présente à Petrograd en 1917. Cette couverture lui permit de fournir entre autres la somme énorme pour l'époque d'un million de dollars aux bolcheviques [53]. Sur le chemin du retour vers New York, il fit une halte à Londres pour soumettre un mémorandum à Lloyd George appelant au soutien de la révolution bolchevique. Lord Milner, grand admirateur de Karl Marx, ne fit qu'appuyer William Boyce Thompson dans sa démarche afin de faire plier Lloyd George. La révolution bolchevique n'aurait pas pu voir le jour sans l'action déterminante de l'oligarchie commerciale anglo-américaine [54].

La fin de la Première Guerre mondiale s'ouvrit sous les auspices des puissances commerciales anglo-saxonnes victorieuses et d'une France humainement et financièrement exsangue. Le Traité de Versailles n'assura pas la sécurité de la France face à une Allemagne amoindrie et dépendante largement des prêts anglo-saxons accordés à son économie. La paralysie de la France face aux grands argentiers anglo-saxons s'aggrava lorsque ces derniers accordèrent des prêts via les plans Dawes (1924) et Young (1928) qui, tout en plaçant l'économie allemande sous la dépendance des banques londoniennes et new-yorkaises [55], furent déterminants dans le renforcement de la puissance industrielle germanique. En effet, de gigantesques combinats de l'acier et de la chimie, indispensables pour faire la guerre, virent le jour (IG Farben et Vereinigte Stahlwerke) au cours de la décennie 1920. La défaite française

en 1940 trouve son origine en partie à l'action des financiers anglo-saxons en faveur du redressement économique et technique de l'Allemagne (en particulier l'acier, l'essence synthétique et le caoutchouc) [56].



Colonel Edward Mandell House (1854-1938)

Parallèlement à cette politique, les élites anglo-américaines décidèrent de préparer dès les années 1918-1919 une mutation de la Round Table. En effet, pour des raisons de plus grande efficacité, il fut décidé de créer deux *think tanks* de part et d'autre des rives de l'Atlantique chargés d'être les moteurs de la politique étrangère des deux pays. Côté anglais, ce fut la création en 1919 sous l'égide de Lionel Curtis et collaborateur de Lord Milner du Royal Institute of International Affairs (RIIA, appelé aussi Chatham House) [57]. C'est ce même Lionel Curtis qui prônait un Commonwealth fédératif capable peu à peu d'intégrer différents pays du globe [58]. Ces objectifs étaient défendus aux États-Unis par Clarence Streit (1896-1986) [59], correspondant du *New York Times* auprès de la Société des Nations (bourse d'études Cecil Rhodes, promotion 1920) et le représentant états-unien du « groupe Milner », Frank Aydelotte [60]. Côté américain, il fut créé le Council on Foreign Relations (CFR) [61] en 1921 sous l'égide d'un personnage central, le colonel Edward Mandell House (1854-1938). Conseiller intime du président Wilson [62], ce personnage fut la plaque tournante entre le groupe Milner et les « grands » de Wall Street (JP Morgan, Vanderlip, Rockefeller, Warburg, ...). Dans cette liste incomplète, nous pouvons relever le nom important de Paul Warburg qui fut à la tête de la réserve fédérale US (la Fed) dès sa création en 1913. Cette banque privée, indépendante du pouvoir central et responsable de l'émission monétaire [63], est un État dans l'État. Or, c'est le même Paul Warburg qui dirigea le CFR dès sa création. Nous avons affaire à un enchevêtrement de responsabilités de premier ordre au sein de l'oligarchie anglo-saxonne d'autant plus que nous serons obligé d'évoquer encore Paul Warburg dans le paragraphe suivant consacré à la Paneurope.

L'action du colonel House est à compléter en citant une œuvre maîtresse dans la mystique mondialiste, son livre intitulé *Philip Dru, administrator* [64]. Écrit en 1912, cet ouvrage évoque un coup d'État par un officier de West Point (Philip Dru) qui impose une dictature aux États-Unis tout en supprimant la constitution du pays. À l'instar de Lord Milner, le colonel House n'hésite pas à évoquer ses convictions profondes en affirmant que son héros met en place « un socialisme tel que l'aurait rêvé Karl Marx ». Il évoque même dans le chapitre 52 l'idéal d'unification de tout le bloc Nord-américain. C'est chose acquise depuis le lancement officiel du projet à Waco au Texas en mars 2005 comme nous le présentions au début de ce texte. Force est de constater que ces élites ont annoncé la couleur des événements il y a plus de cent ans. La toile mondialiste a su renforcer son influence grâce à la naissance d'un institut appelé à jouer un rôle de premier plan dans la construction européenne : la Paneurope.

## La Paneurope, tremplin du mondialisme

La création de la Paneurope est due à l'action d'un aristocrate autrichien née d'une mère japonaise, Richard de Coudenhove-Kalergi (1894-1972). L'objectif déclaré de Coudenhove était d'empêcher les horreurs de la Première Guerre mondiale de se reproduire. Cette intention louable n'était que l'arbre qui cachait la forêt. En effet, très tôt, Coudenhove indiqua clairement la direction prise par son mouvement en élaborant un rapport à la SDN présenté en 1925. Son but était d'unifier l'Europe afin de l'intégrer dans le cadre d'une organisation politique mondiale unifiée. Pour cela, il évoquait dans son rapport la nécessité de créer des « continents politiques », l'ensemble devant constituer une fédération de fédérations dans la pensée de l'auteur [65]. Ses affirmations fédéralistes rejoignent largement celles de la société fabienne. Continuant sur sa lancée, Coudenhove organise en 1926 le premier congrès paneuropéen à Vienne sous l'égide de son président d'honneur, le président du conseil Aristide Briand (1862-

1932) [66]. C'est lors de ce congrès réunissant plusieurs nationalités [67] qu'il fut décidé de choisir un hymne européen, l'*Ode à la joie* de Beethoven [68], qui est devenu par la suite l'hymne de l'Union européenne. Les objectifs de la Paneurope sont clairement affichés dans le cadre des « Principes fondamentaux » qui stipulent entre autres : « (...) L'union paneuropéenne se déclare attachée au patriotisme européen, couronnement des identités nationales de tous les Européens. À l'époque des interdépendances et des défis mondiaux, seule une Europe forte et politiquement unie peut garantir l'avenir de ses peuples et entités ethniques. L'union paneuropéenne reconnaît l'autodétermination des peuples et le droit des groupes ethniques au développement culturel, économique et politique (...) » [69].



Richard de Coudenhove-Kalergi (1894-1972)

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, R. de Coudenhove-Kalergi réfugié aux États-Unis put enseigner dans le cadre d'un séminaire — Research for a postwar european federation (« recherche pour une fédération européenne d'après-guerre ») — favorable au fédéralisme européen à la New York University. De retour en Europe en 1946, il contribua largement à la création de l'Union parlementaire européenne permettant par la suite la création, en 1949, du Conseil de l'Europe [70]. Renforçant son influence sur tous les États, cette organisation européenne chapeaute des représentations nationales chargées de diffuser l'idéal de son fondateur [71] qui, après avoir reçu en 1950 la plus haute distinction européenne le Prix Charlemagne [72], a passé le relais à Otto de Habsbourg en 1972 puis à Alain Terrenoire.

On peut mieux comprendre l'impact de la Paneurope en s'intéressant au nerf de la guerre : l'argent. Les sources de financement de cet institut expliquent les profondes connivences de son dirigeant avec les autres acteurs du mondialisme. En effet, outre des mécènes industriels et financiers, R. de Coudenhove-Kalergi bénéficia du soutien du banquier Max Warburg, représentant de la banque allemande à Hambourg. Comme nous l'avons vu ci-dessus, son frère Paul (la branche états-unienne) était à la tête de la Fed et du CFR. On comprend tout de suite que R. de Coudenhove-Kalergi eut carte blanche pour coopérer avec les milieux financiers de Wall Street et leurs homologues londoniens. Cette connivence entre le fondateur de la Paneurope et les autres milieux mondialistes était d'autant plus grande que Max Warburg était membre du comité directeur d'IG Farben Allemagne tandis que son frère, Paul Warburg, était membre de la branche US d'IG Farben [73].

L'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir, comme l'explique Antony Sutton, s'explique par les nombreux soutiens des industriels et financiers anglo-saxons via leurs homologues allemands. Dans cette affaire, le directeur de la Reichsbank, Hjalmar Schacht (1877-1970), fut un intermédiaire de première main. Son action fut d'autant plus profonde qu'il fut le ministre de l'Économie du III<sup>e</sup> Reich de 1934 à 1939. Le relèvement économique de l'Allemagne dû à son action permit à Hitler de poursuivre une politique qu'il n'aurait jamais pu exercer sans la remise à niveau du pays. De tels méfaits auraient dû le conduire à la peine de mort lors du procès de Nuremberg. Il n'en fut rien puisqu'il fut acquitté. En fait, Hjalmar Schacht était lié fortement à l'aristocratie commerciale anglo-saxonne. Son père, l'États-unien William Schacht, avait travaillé 30 ans au sein de la filiale d'Equitable Life Assurance de Berlin [74]. Son fils était donc dès sa naissance dans le sérail du système mondialiste. Ceci est encore plus renforcé lorsqu'on sait que Hjalmar Schacht était depuis 1918 au comité directeur de la Nationalbank für Deutschland (« Banque nationale d'Allemagne »), au côté du banquier Emil Wittenberg qui était en même temps membre du comité directeur de la première banque soviétique créée en 1922, la Ruskombank [75]. Celle-ci était dirigée par le banquier suédois ... Olof Aschberg [76] précédemment vu. Pour continuer dans le tournoi, nous pouvons préciser que le directeur de la section étrangère Ruskombank, l'États-unien Max May [77], était le vice-président de Guaranty Trust Company, une filiale d'un des piliers de Wall Street, JP Morgan [78]. Dans cette affaire, un haut représentant américain de Wall Street

travaillait donc au sein de l'élite bancaire soviétique. Pour compléter le tout, la collaboration d'Hjalmar Schacht avec ce milieu était renforcée par ses liens d'amitié avec le patron de la banque d'Angleterre Norman Montagu. On comprend mieux qu'Hjalmar Schacht [79] n'ait pas été vraiment inquiété au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Le soutien apporté par cette aristocratie commerciale et apatriote anglo-saxonne au communisme, au nazisme ainsi qu'à la prise du pouvoir par Franklin Delano Roosevelt [80], relaté dans la trilogie *Wall Street* d'Antony Sutton, était aussi des formes d'expériences de laboratoires agissant dans un cadre local (Union soviétique, Allemagne nazie et États-Unis [81]). Sous une appellation différente, Antony Sutton en conclut que ces idéologies, appelées diversement « socialisme soviétique », « socialisme collectif » (pour le national-socialisme) et « socialisme de la nouvelle donne » (*New Deal*), n'étaient que des mises en forme d'un socialisme monopolistique ; idéal d'organisation qui doit désormais voir le jour à l'échelle planétaire dans le cadre du « nouvel ordre mondial ». La guerre de 1939-1945 résultant de tout ce travail d'arrière-fond permit le basculement vers un autre monde ; l'instauration de deux blocs apparemment antagonistes obéissant parfaitement au principe hégélien de la thèse et de l'antithèse. Cependant, ces deux mondes étant irrigués par les mêmes sources financières, il était possible de poser les jalons devant permettre la réalisation de l'État mondial.

## L'après 1945, des lendemains qui chantent

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nous pouvons relever trois dates essentielles dans l'immédiate après-guerre : 1946 ; 1947 et 1948. C'est le Premier ministre britannique, Winston Churchill qui a relancé l'idée d'unification de l'Europe dans un discours prononcé à Zürich, le 19 septembre 1946. En effet, il n'hésita pas à affirmer : « Il nous faut édifier une sorte d'États-Unis d'Europe » [82]. Ces propos ravirent Richard de Coudenhove-Kalergi qui était soutenu par Churchill. Le fondateur de la Paneurope s'activant de son côté à la relance de l'idéal européen exposa l'histoire de son œuvre et des projets à accomplir dans un ouvrage intitulé *J'ai choisi l'Europe*. Dans ce livre, Coudenhove bénéficia de la préface de ... Winston Churchill.



Winston Churchill (1874-1965)

La deuxième étape avec la réunion à Montreux en Suisse, en août 1947, constitue un passage décisif vers le renforcement des fondations de l'État mondial en préparation. En effet, divers représentants européens [83] et états-uniens [84] acquis aux principes d'un fédéralisme mondial se sont accordés pour créer deux instituts, sous l'égide du juriste suisse Max Habicht [85], dont l'efficacité se fait largement sentir : le « Mouvement fédéraliste mondial » (World federalist movement, WFM) et l'« Union des fédéralistes européens » (Union of European Federalists, UEF).

Le WFM a présenté sa *magna carta*, lors de la réunion de Montreux, favorable à l'établissement de principes clefs afin d'instaurer un État mondial à base fédérative. Force est de constater que 63 ans après leurs formulations, leurs vœux sont largement exaucés. Il est, en effet, affirmé que « Nous, fédéralistes mondiaux, sommes convaincus que la création de la confédération mondiale est le problème capital de notre temps. Tant qu'il n'aura pas été résolu, toutes les autres questions — nationales ou internationales — resteront sans réponses valables. Ce n'est pas entre la libre entreprise et l'économie dirigée, le capitalisme et le communisme qu'il s'agit de choisir, c'est entre le fédéralisme et l'impérialisme ». Dans la foulée, cette *Déclaration* propose entre autres les principes suivants : « limitation des souverainetés nationales » avec « transfert à la Confédération des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire », « création d'une force armée supra-nationale » ; en précisant en particulier ce fait d'une très grande actualité en ce

début de XXI<sup>e</sup> siècle qu' « une juste perspective fédéraliste doit intégrer les efforts faits sur les plans régional et fonctionnel. La formation d'unions régionales (ndlr : souligné par nous) — dans la mesure où elles ne constituent pas une fin en soi et ne risquent pas de se cristalliser en blocs — peut et doit contribuer au bon fonctionnement de la Confédération mondiale ». À la fin de cette *Déclaration*, il est précisé de favoriser la création d'une « Assemblée constituante mondiale » [86].

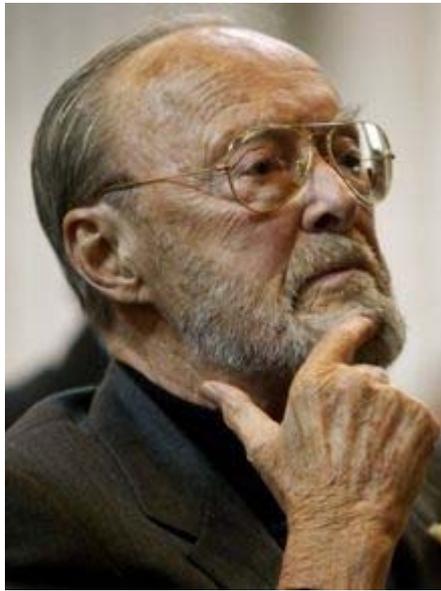
Parallèlement à la création du WFM, l'Union des fédéralistes européens (UEF) vit le jour à Montreux. Cependant, des travaux d'avant-garde avaient déjà préparé le terrain. En effet, sous l'influence de la Paneurope de R. de Coudenhove-Kalergi, il fut fondé en 1934 Europa Union défendant l'idéal d'une Europe unifiée selon le principe fédéral et inspiré du modèle suisse [87]. Quatre ans plus tard, en novembre 1938, fut créée sous l'influence des fabiens Lord Lothian et Lionel Curtis, Federal Union [88]. Cette dernière est une branche de l'UEF au même titre que le sont les différentes « filiales » française (l'UEF France), allemande (Europa Union Deutschland), italienne (UEF Italie) etc. Précisons que, pareil au principe des poupées russes, l'UEF est une branche du World Federalist Movement (WFM) [89]. Par conséquent, nous avons là un institut européen oeuvrant en faveur du fédéralisme et qui épouse en même temps les travaux du WFM mais à l'échelle planétaire. Pourquoi est-il si important d'évoquer la mission de l'UEF ? Cet institut fédéraliste est dirigé par l'Anglais Andrew Duff, député au Parlement européen sous l'étiquette des « démocrates libéraux » [90]. Il est membre aussi du European Council on Foreign Relations (l'ECFR, « Conseil européen des relations étrangères ») [91] créé en 2007 [92], jumeau européen du CFR états-unien fondé en 1921. Andrew Duff est aussi celui qui, en collaboration étroite avec la Fondation Bertelsmann et le député autrichien Johannes Voggenhuber, a permis la relance du projet de constitution européenne après l'échec des référendums français et hollandais en 2005 [93]. Le Traité de Lisbonne n'aurait pas pu voir le jour — du moins plus difficilement — sans l'appui et les convictions d'Andrew Duff. Par ailleurs, force est de constater que l'influence outre-tombe d'un Cecil Rhodes et d'un Lord Milner s'est faite sentir lors de l'élaboration de la constitution européenne (dite « Constitution Giscard » prélude au Traité de Lisbonne) en 2003-2004. En effet, le « groupe Milner » et les fabiens ont toujours été favorables à l'unification de l'Europe à condition que cela se fasse sous direction anglo-saxonne. Au cours des deux guerres mondiales, les tentatives d'unité européenne sous direction allemande, puissance terrestre, ne pouvaient pas être acceptées par Londres et par Washington car la thalassocratie anglo-saxonne se retrouvait exclue des affaires du vieux continent. Richard de Coudenhove-Kalergi l'avait parfaitement compris à la lecture de son discours en 1950. Par conséquent, il est utile de s'intéresser au secrétaire général chargé de téléguider les travaux de la « Constitution Giscard », l'Anglais John Kerr. Son *Curriculum vitae* révèle qu'il est à la tête d'une compagnie pétrolière, la Royal Dutch Shell, et qu'il a été aussi ambassadeur de Grande-Bretagne aux États-Unis. Ses liens avec l'aristocratie commerciale anglo-saxonne révèlent aussi qu'il est membre du comité directeur chargé du recrutement des élites dans le cadre des « bourses d'études Cecil Rhodes » [94]. Comme on peut le constater, la réussite de l'entreprise mondialiste est une affaire de temps ; mais ils y arrivent.

Enfin, le Congrès de la Haye (7-10 mai 1948) sous la présidence d'honneur de Winston Churchill et réunissant près de 800 militants pro-européens [95] a posé les premiers fondements d'une Europe unifiée. La figure de proue de ce Congrès fut le secrétaire général Joseph Retinger (1888-1960). Les vrais acteurs de l'histoire sont souvent dans les coulisses. C'est le cas de Retinger travaillant au service du CFR et du RIIA dont l'action fut déterminante dans le développement des structures mondialistes [96]

## Réunion du Groupe de Bilderberg (Bruxelles, juin 2000)

### Bilderberg, New age et Trilatérale

La première réunion du **Bilderberg** eut lieu au Pays-Bas à Oosterbeck en mai 1954. Il est convenu que l'appellation de ce groupe élitiste résulte du nom de l'hôtel où résidaient les intervenants. Cependant, certains doutes persistent. Il n'empêche que sa création est due largement à l'action de Joseph Retinger même s'il faut y ajouter des « huiles » du mondialisme comme l'incontournable David Rockefeller (président du CFR, de la Chase Manhattan Bank, ...). Les bilderbergers représentent la « crème de la crème » du sérail politique, économique et financier du monde atlantiste. Les médias occidentaux n'évoquent que très rarement leurs réunions et diffusent encore moins des reportages [97]. Les règles d'organisation et d'intervention des participants se calquent directement sur celles régissant le Royal Institute of International Affairs (RIIA, principe appelé « règle de Chatham House »). Là aussi, la famille Rhodes et Milner a laissé des traces. En fait, ces élites au sein du Bilderberg conditionnent largement la marche des affaires politiques, économiques et financières. Le cas du Belge Étienne Davignon est particulièrement frappant. Vice-président de la Commission européenne de 1981 à 1985, il est le grand pacha de ce groupe élitiste. Or c'est lui qui a invité l'homme politique belge Herman van Rompuy à passer un oral pour le poste de président du Conseil européen à pourvoir devant les représentants du Bilderberg, le 12 novembre 2009, en particulier devant l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger, à Val Duchesse dans la banlieue de Bruxelles [98]. En gros, il fallait savoir si Herman van Rompuy était capable d'être utile au système. L'oral a dû se passer correctement puisqu'il fut retenu ... bon pour le service.



Prince Bernhard van Lippe-Biesterfeld (1911-2004)

Le choix du premier président du Bilderberg, le prince Bernhard (1911-2004), par Joseph Retinger et ses affiliés ne relève pas du hasard. En effet, ce prince allemand était au début des années 1930 membre de la SS, plus précisément, membre de la Reiterkorp SS (cavalerie) ainsi que membre du Farben Bilder, une filiale d'I.G Farben. Marié en 1937 à l'héritière du trône des Pays-Bas, la princesse Juliana, sa fille la reine Béatrix est une active participante des réunions du Bilderberg. Le passé plus que trouble du prince Bernhard et sa nomination à la direction du Bilderberg étaient aussi une manière de le tenir. En effet, il est plus facile de téléguidé une personne vers des buts bien définis à partir du moment où il traîne des « casseroles ». Le choix de ce prince allemand naturalisé hollandais était sûrement d'une grande importance car il fut utilisé dans un autre secteur. Nous devons aborder un sujet tenant à cœur les théoriciens du mondialisme : l'écologie.

La protection légitime de la faune et de la flore prend un tour déréglé sous l'action des partisans du nouvel ordre mondial. En effet, la dérive des esprits conduit à une divinisation de la nature propre au mouvement *new age*. C'est le principe de « gaïa » identifié à la « terre-mère » [99]. De nombreux instituts propagent ce tour d'esprit philosophique en particulier le WWF (World Wild Fund for nature), institut promouvant la protection de la nature. Sa création en 1961 est due au travail de personnages membres du sérail mondialiste.

En effet, nous devons évoquer les frères Aldous et Julian Huxley. Aldous Huxley est l'auteur d'un livre prophétique, *Le Meilleur des mondes*, paru en 1931 et qui est un véritable programme politique mondialiste sous une apparence de roman fiction. Évoquant un État mondial composé d'une humanité soumise et hiérarchisée suite à des manipulations génétiques, son auteur passa sa vie à faire usage des drogues les plus diverses afin d'atteindre une « forme de mysticisme ». Ces délires caractérisant ce milieu touchèrent aussi son frère, Julian Huxley, partisan de l'eugénisme et qui devint le premier président de l'UNESCO (éducation, science et culture) en 1946. Cette tournure d'esprit propre aux frères Huxley est due à l'influence du grand-père paternel, Thomas Huxley (1825-1895). Ce biologiste farouche défenseur des principes darwiniens [100] transmet ces concepts à ses petits-fils qui surent en faire profiter le monde entier. Ajoutons que le réseau et les liens unissant la famille mondialiste sont vraiment étroits puisqu'un des étudiants de Thomas Huxley s'appelait ... H.G Wells [101].

Ce passage de relais de génération en génération permet de mieux comprendre cette permanence du mondialisme ainsi que sa montée en puissance. Nous pouvons désormais relier l'action passée de ces hommes à la fondation du WWF en 1961. En effet, sa création est due à Julian Huxley [102]. Le WWF contribue à répandre cet idéal panthéiste et constitue une des branches d'action du mondialisme. Est-ce un hasard d'apprendre que le premier président du WWF fut le dirigeant du Bilderberg, le prince Bernhard [103] (président de 1962 à 1976). D'autres présidents se sont succédés à la tête du WWF comme John Loudon qui fut comme John Kerr président de la compagnie pétrolière, la Royal Dutch Shell. Ce conglomérat pétrolier anglo-hollandais est une des pépinières du nouvel ordre mondial. Précisons aussi que le Prince Philippe, époux de la reine d'Angleterre Elisabeth II, dirigea le WWF de 1981 à 1996.



David Rockefeller, Sr. (1915-...)

Nous pouvons ajouter à cette liste d'acteurs issue d'une longue tradition politico-commerciale, le rôle de la Trilatérale. Créée en 1973 par **David Rockefeller** et **Zbigniew Brzezinski** (membres du CFR), ce dernier est le mentor du président Obama. Cet institut regroupe trois zones géographiques économiquement développées : l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon. Rappelant l'appui de Français comme Simone Veil, Robert Marjolin, Raymond Barre ou encore Hubert Védrine, Brzezinski ajoute que les États sont « face à des problèmes de plus en plus partagés — financiers, économiques et stratégiques — et qu'ils sont de moins en moins en mesure de régler, sans au moins se concerter plus étroitement, dans leur propre intérêt et dans celui du reste du monde ». Afin d'affronter ces défis, l'auteur précise même que la Trilatérale a été à l'origine de la création du G7 [104]. Les accointances de la Trilatérale avec le monde industriel et le monde des think tanks sont avérés en particulier avec le réseau politique transatlantique (le TPN) [105]. En effet, le président de la branche européenne de la Trilatérale, Peter Sutherland, est aussi le président de la branche européenne du TPN. Cet Irlandais fut aussi le patron de Goldman Sachs qui régit en sous-main la politique économique du président Obama et, entre autres, commissaire à la concurrence de 1985 à 1989 sous la présidence de Jacques Delors [106]. Petite cerise sur le gâteau, Peter Sutherland est aussi le directeur de l'école fabienne la London School of Economics [107]. Le tour du propriétaire sera complet en ajoutant que John Kerr — que nous avons vu ci-dessus — est aussi membre de la Trilatérale Europe [108].

Comme nous pouvons le constater, les élites politiques et économiques convergent depuis longtemps vers l'édification d'un ordre mondial unifié [109]. Cependant, le tour ne serait pas complet si on n'évoquait pas les déclarations des autorités de l'Église catholique.

## Une Église catholique au service du nouvel ordre mondial

Que l'on soit croyant ou pas, l'étude des principes animant une Église doit se faire avec objectivité. Il faut étudier les préceptes qu'elle défend et observer si les propos et les actions qu'elle mène sont en conformité ou pas avec son corps de doctrine. Dans le cas de l'Église catholique, le concept défendu depuis 2000 ans s'appuie sur la primauté de Dieu sur l'homme. Les Écritures et la Tradition constituent le socle intouchable, le dépôt de la foi selon les termes consacrés, définies par le successeur de saint Pierre, le pape. L'homme marqué du péché originel doit se conformer à une autorité supérieure et obéir à l'ensemble des préceptes défendus par l'Église catholique. Ces principes sont immuables. Quand on n'est pas d'accord avec ces principes, on quitte l'Église catholique. C'est le cas des multiples Églises protestantes. Cependant, un changement fondamental s'est produit avec le concile Vatican II (1962-1965). Ce concile est le résultat d'un long courant de réflexions animant de nombreux hommes d'Église mais aussi hors de l'Église dès le XIX<sup>e</sup> siècle. Après un long combat entre les défenseurs de la Tradition et les progressistes ; ces derniers ont pu imposer leur vision lors de la grande réforme de Vatican II. Pour ces partisans, il s'agit d'adapter l'Église aux multiples innovations politiques, techniques et sociales marquant l'évolution du monde. Pour les défenseurs de la Tradition, c'est tout l'inverse. C'est au monde de s'adapter aux principes de l'Église. Cette humanisation de l'Église passant par la promotion des droits de l'homme et sa collaboration avec les instances internationales ont été clairement affichées en 1963 dans l'encyclique du pape Jean XXIII, *Pacem in terris* [110]. Rappelant les progrès de la science et des techniques conduisant à « intensifier leur collaboration et à renforcer leur union » au sein du genre humain ; il s'agit de renforcer le « bien commun universel » que les États ne peuvent plus assurer selon l'encyclique. C'est pourquoi, le document ajoute en toute logique que « De nos jours, le bien commun universel pose des problèmes de dimensions mondiales. Ils ne peuvent être résolus que par une autorité publique dont le pouvoir, la constitution et les moyens d'action prennent eux aussi des dimensions mondiales et qui puisse exercer son action sur

toute l'étendue de la terre. C'est donc l'ordre moral lui-même qui exige la constitution d'une autorité publique de compétence universelle ».

Souhaitant que ce « pouvoir supranational ou mondial » ne soit pas instauré de force, l'encyclique approuve la *Déclaration des droits de l'homme* de 1948 en dehors de quelques objections. Elle ajoute que « Nous considérons cette *Déclaration* comme un pas vers l'établissement d'une organisation juridico-politique de la communauté mondiale » [111].

Ce changement de direction de l'Église catholique est la marque de fabrique de tous les papes depuis Vatican II. Lors de son message de Noël en 2005, Benoît XVI a encouragé les hommes à s'engager « dans l'édification d'un nouvel ordre mondial » [112].

Il est donc tout à fait logique que Benoît XVI ait appelé à l'instauration d'une « autorité politique mondiale » dans son encyclique *Veritas in caritate* [113] en juillet 2009. Rappelant l'interdépendance mondiale, le pape appelle à « l'urgence de la réforme de l'Organisation des Nations Unies comme celle de l'architecture économique et financière internationale en vue de donner une réalité concrète au concept de famille des nations (...) » [114].

## Vers une assemblée parlementaire mondiale

La création de grandes unions politiques régionales régies par des lois communes constituant les différentes composantes de l'État mondial se doit d'être représentée au sein d'une assemblée unique. C'est tout l'enjeu de « l'Assemblée parlementaire des Nations Unies » (l'APNU) [115]. Cette ambition est la suite logique des rêves d'unification du monde défendue par les théoriciens du mondialisme (fabiens et consort). Rien ne surgit au hasard. Les événements, les personnages et les instituts du passé produisent leurs fruits conduisant à parachever l'édifice babélien. Par conséquent, l'action du WFM (World Federalist Movement), dont nous avons vu la création en 1947 à Montreux, poursuit tout logiquement le travail qui est le sien. Ainsi, le WFM est à l'origine, en 1992, de l'élaboration du premier grand document appelant à l'établissement d'une Assemblée parlementaire mondiale au sein des Nations Unies : *The case for a United Nations Parliamentary Assembly* (« L'objet d'une Assemblée parlementaire des Nations Unies ») du Canadien Dieter Heinrich [116]. De nombreux travaux et conciliabules se sont déroulés par la suite au sein du sénat canadien, du parlement européen, lors du Forum du Millénaire en 2000 à New York, du 12<sup>e</sup> congrès de l'Internationale socialiste etc., pour enfin aboutir à la création en septembre 2003 au « Comité pour une ONU démocratique ». Nous sommes obligé de donner la version en allemand car, comme nous allons le voir, les autorités politiques allemandes jouent un rôle de premier plan : Komitee für eine Demokratische UNO (KDUN) [117].

Le KDUN est la figure de proue au sein d'un comité exécutif [118] œuvrant en faveur d'un Parlement mondial. En effet, ses travaux sont secondés par un autre institut déjà mentionné, le WFM. À cela, il faut ajouter « la Société des peuples menacés » (Gesellschaft für bedrohte Völker), institut allemand œuvrant en faveur de l'émancipation des groupes ethniques et qui travaille main dans la main avec l'UFCE (l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes) [119] et une ONG anglaise, le 2020 Vision Ltd [120].

Le KDUN dont le siège est à Berlin annonce la couleur en précisant dans ses statuts sa volonté de construire une société cosmopolitique et favorisant les intégrations continentales [121]. Au sein du comité directeur, on trouve des représentants issus des mondes politiques et scientifiques. Il est intéressant de souligner que tous les courants politiques allemands sont présents à l'exception des ex-communistes (die Linke) [122]. Au sein de ce comité, nous trouvons un personnage clef, Armin Laschet. Cet homme politique est à l'origine du rapport élaboré en 2003 appelant à donner un siège permanent à l'Union européenne [123] après l'adoption du « Traité Giscard » (désormais appelé « Traité de Lisbonne »). Son influence est décisive car on le trouve aussi à la tête du comité directeur du Prix Charlemagne [124]. Par ailleurs, la présence du député allemand au Parlement européen Jo Leinen à la direction du KDUN est particulièrement significative car il joua un rôle déterminant dans l'adoption du Traité de Lisbonne [125].

C'est en avril 2007 que le KDUN lança sa campagne en faveur d'un Parlement mondial sous la direction de son président, Andréas Bummel. Auteur d'un livre intitulé *Internationale Demokratie Entwickeln* (« Développer la démocratie internationale ») [126], c'est un ancien adhérent du parti libéral, le FDP, dont le président Guido Westerwelle est devenu ministre des Affaires étrangères du gouvernement Merkel depuis septembre 2009. C'est aussi un collaborateur de la « Société des peuples menacés » dirigés par Tilman Zülch (membre du comité directeur du KDUN) et de la World Federalist Movement (WFM) de New-York [127].

Tous ces intervenants agissent afin de favoriser la naissance de ce nouvel organe mondial. Comme il est précisé dans les textes officiels : « (...) L'APNU pourrait dans un premier temps être constituée de délégués de parlements nationaux et régionaux reflétant leur composition politique. Une APNU inclurait donc des membres de partis minoritaires qui ne font pas partie du gouvernement. À un stade ultérieur, l'APNU pourrait être directement élue. Une APNU serait ainsi un organe unique et légitime représentant la voix des citoyens sur des questions d'ordre

international. Les participants à la campagne considèrent qu'une APNU, une fois créée, évoluerait d'un simple organe consultatif à un parlement mondial avec de véritables droits à l'information, la participation et de contrôle »(...) [128].

Ces ambitions affichées sans complexes par l'APNU s'épanouissent encore plus lorsque l'on se rappelle le soutien apporté par Benoît XVI à l'instauration d'une « autorité politique mondiale ». Il va de soi que les dirigeants de l'APNU ont salué avec enthousiasme l'encyclique de ce pape [129].

## Conclusion

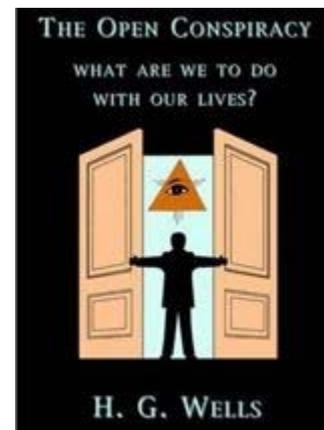
Cette rapide description de l'histoire des tenants du mondialisme remontant du Moyen-Âge jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle souligne que cette tendance est très ancienne. Elle repose sur une cupidité sans limites et la poursuite d'un idéal de contrôle complet des richesses planétaires. Cette évolution n'a fait que prendre de la vitesse au fur et à mesure que le « clergé » mondialiste, successeur de Nimrod, réussissait à imposer son mode de pensée en faveur du nouvel ordre mondial. Depuis la chute du mur de Berlin, les événements s'accroissent ; la crise aussi. La décennie 2010 sera décisive pour le genre humain car le mondialisme, selon la doctrine de ces élites, est un messianisme pressé.

## Documents joints



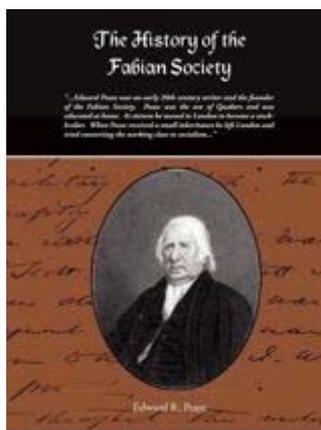
« The Anglo-American Establishment », par Carroll Quigley

(PDF - 1.4 Mo)



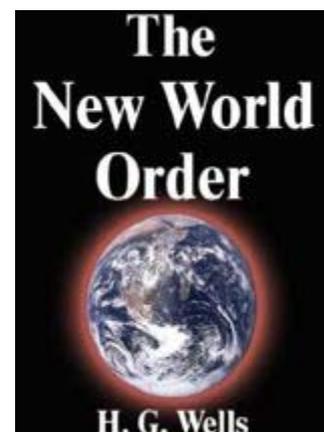
« The Open Conspiracy », par H.G. Wells

(PDF - 285.6 ko)



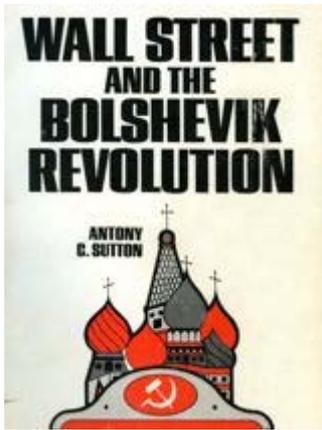
« The History of the Fabian Society », par Edward R. Pease

(PDF - 1.4 Mo)



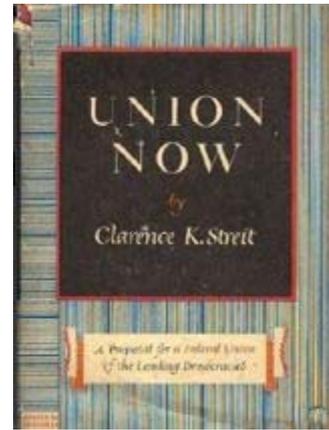
« The New World Order », par H.G. Wells

(PDF - 530.1 ko)



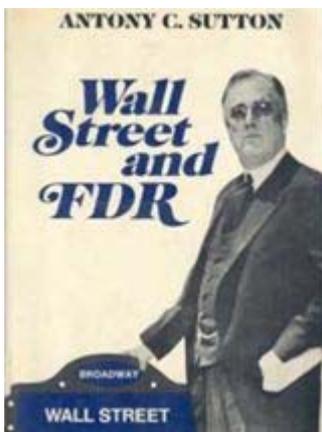
« Wall Street and the bolshevik revolution », par Antony Sutton

(PDF - 586.2 ko)



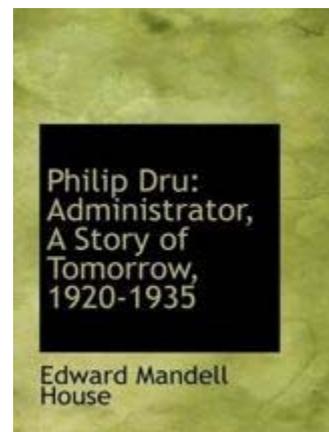
« Union Now : A Proposal for a Federal Union of the Democracies of the North Atlantic », par Clarence Streit

(PDF - 937.7 ko)



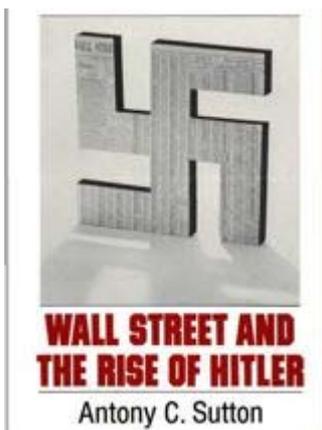
« Wall Street and FDR », par Antony Sutton

(PDF - 456.6 ko)



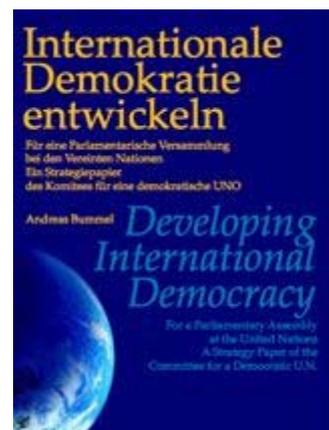
« Philip Dru : Administrator, A Story of Tomorrow, 1920-1935 », par Edward Mandell House

(PDF - 691 ko)



« Wall Street and the rise of Hitler », par Antony Sutton

(PDF - 620.3 ko)



« Internationale Demokratie entwickeln » / « Developing International Democracy », par Andreas Bummel

(PDF - 455 ko)

Docteur en science politique et professeur de relations internationales. Ses recherches portent principalement sur l'instrumentation de l'Union européenne en vue de la constitution d'un bloc euro-atlantique. Dernier ouvrage publié : *Bertelsmann : Un empire des médias et une fondation au service du mondialisme* (François-Xavier de Guibert éd., 2009)

## Les articles de cet auteur

- 
- [1] « U.S move sows confusion in EU », par Charles Forelle, *The Wall Street Journal*, 2 février 2010.
- [2] Site officiel de l'Eurasec.
- [3] « L'Union douanière, créée par la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie », dossier de Ria Novosti.
- [4] « Eurasie : le président kazakh prône la création d'une monnaie unique, l'evraz », Ria Novosti, 11 mars 2009.
- [5] « CEEA : la création d'une monnaie unique au menu d'entretiens russo-kazakhs », Ria Novosti, 14 mars 2009.
- [6] Site officiel de l'UNASUR.
- [7] Le 26 novembre 2008, lors d'une réunion à Caracas, quelques pays d'Amérique du Sud ont décidé de préparer le terrain en créant le « Fonds de stabilisation et de réserve » ; c'est-à-dire une unité de compte appelé « SUCRE » (Système Unitaire de Compensation Régionale). Cette unité de compte fait référence aussi à Antonio José de Sucre (1795-1830) qui fut lieutenant au service de Simon Bolivar.
- [8] Page officielle de l'Assemblée Parlementaire Euro-Latino Américaine.
- [9] Site officiel du SICA.
- [10] Site officiel de l'Union africaine.
- [11] Site officiel du NEPAD.
- [12] Description de l'Union africaine sur le site du ministère français des Affaires étrangères.
- [13] Site officiel du GCC.
- [14] « Proposed GCC currency name 'too general' », Trade Arabia, 16 décembre 2009.
- [15] « La Chine espère populariser le yuan au sein de l'Asean », *Les Echos*, 31 décembre 2009.
- [16] Site officiel du PSP.
- [17] *La marche irrésistible du nouvel ordre mondial*, par Pierre Hillard (Éditions François-Xavier de Guibert, 2007), p. 21.
- [18] *Ibid.*, pp. 86-87
- [19] *La décomposition des nations Européennes : De l'union euro-Atlantique à l'État mondial*, par Pierre Hillard (Éditions François-Xavier de Guibert, 2005), p. 137 et *La marche irrésistible du nouvel ordre mondial*, *op. cit.*, p. 79.
- [20] « Résolution du Parlement européen sur l'état des relations transatlantiques après les élections qui ont eu lieu aux États-Unis » (2008/2199(INI)), *Réseau Voltaire*, 23 mars 2009.
- [21] « La Russie et la Chine proposent une monnaie commune globale », *Réseau Voltaire*, 11 juillet 2009.
- [22] La revue *The Economist* de janvier 1988 annonçait le lancement d'une monnaie mondiale appelée « phénix » pour 2018. Nous sommes dans les temps.
- [23] « Discours d'acceptation », par Herman von Rompuy, *Réseau Voltaire*, 19 novembre 2009.
- [24] Les revendications ethniques et religieuses ainsi que l'opposition entre régions riches et régions pauvres accéléreront la décomposition des États dans le monde. Ce phénomène s'explique en particulier en raison du transfert de l'autorité suprême à des unions politiques régionales au dépens des États qui n'ont plus leur raison d'être. La dislocation des États sera planétaire. Déjà, certains dirigeants des États fédérés US du Texas et du Vermont souhaitent faire sécession. En ce qui concerne l'Europe, la Belgique avec la Flandre ou l'Espagne avec la Catalogne constituent des risques majeurs. Ces revendications régionalistes conduisant au morcellement des États sont nécessaires pour aboutir à la réalisation du nouvel ordre mondial.
- [25] Jusqu'au début janvier 1973, la France partageait le droit de créer de la monnaie avec les banques privées. Pour financer la construction de logements sociaux par exemple, l'État empruntait auprès de la banque centrale qui créait pour l'occasion cette monnaie. Par la suite, l'État remboursait l'emprunt tandis que la banque détruisait cet argent ; mais, point capital, sans faire payer d'intérêts. Or, l'État s'est interdit d'emprunter auprès de la banque centrale avec l'article 25 de la loi Pompidou-Giscard d'Estaing du 3 janvier 1973. Il se prive donc de la création monétaire sauf s'il s'adresse auprès d'acteurs privés qui, eux, font payer des intérêts au prix fort. Par conséquent, cette politique empêche toute politique sociale véritable rendant les investissements publics hors de prix et entraînant par la même occasion l'augmentation de la dette publique. Ce principe inscrit dans le Traité de Maastricht (1992) à l'article 104 a été transposé à l'article 123 dans le Traité de Lisbonne. Les États de l'UE sont donc totalement tributaires de l'oligarchie financière.
- [26] Une large partie de ce chapitre s'appuie sur les travaux de l'historien américain Carroll Quigley (1910-1977) professeur entre autres à l'université Georgetown : *The Anglo-American Establishment*, GSG & Associates, 1981. Il fut en particulier le professeur de ... Bill Clinton.
- [27] Le lancement en juillet 2009 d'un projet de panneaux solaires en Afrique du Nord et au Proche-Orient devant irriguer en énergie l'Europe se fait dans le cadre de « Desertec ». La branche allemande du Club de Rome, le centre aéronautique et aérospatial allemand et le prince Hassan bin Talal de Jordanie ont fortement contribué au projet. Indirectement, cette politique énergétique va contribuer à intégrer encore plus largement ces États Sud-méditerranéens à l'Union européenne et, dans la foulée, à l'axe euro-atlantique dans le cadre de l'interdépendance.

- [28] C'est le cas du « [Corridor de Nasco](#) » avec l'émergence d'un bloc Nord-américain.
- [29] Les bénéficiaires des bourses d'études Cecil Rhodes aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie, en Afrique du Sud etc sont présentés sur les sites internet de ces différentes écoles.
- [30] À partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'équipe de Cecil Rhodes contrôlait le *Times* de Londres, journal réservé aux élites politiques et économiques britanniques qui, elles aussi, étaient pour la plupart membres de cette vaste aristocratie commerciale. Cela s'appelle travailler en circuit fermé.
- [31] *Anglo-American Establishment*, op. cit, p. 169.
- [32] L'expression « groupe Milner » est utilisée pour évoquer les personnages politiques, économiques, militaires et journalistiques acquis aux idéaux d'Alfred Milner et de son mentor, Cecil Rhodes.
- [33] *Ibid.*, p. 133.
- [34] Nous nous appuyons sur les travaux de Edward R. Pease, *The History of the Fabian Society* (EP Dutton and Company, 1916), ouvrage souvent réédité.
- [35] Site officiel de la [Fabian Society](#).
- [36] Robert Owen s'appuyait sur les principes du philosophe Platon, en particulier son ouvrage *La République*, défendant l'idéal d'une société aristocratique dirigée par l'élite, éliminant le mariage tout en favorisant la reproduction des meilleurs. Cette théorie a fait des petits. On retrouve ces concepts dans *Le Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley, *1984* d'Orwell ou encore dans certains ouvrages d'Herbert George Wells, membre dirigeant de la société fabienne.
- [37] L'université d'Oxford est devenue un des foyers de recrutement des élites grâce aux « bourses d'études Cecil Rhodes » pour la Grande-Bretagne.
- [38] Gardons à l'esprit que tout est lié.
- [39] Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, 200 députés britanniques appartiennent à la société fabienne comme l'ancien Premier ministre Tony Blair (promoteur de la politique économique appelée la « 3<sup>e</sup> voie », principe fabien par excellence) ou Gordon Brown.
- [40] Il semble ne pas y avoir trouvé satisfaction.
- [41] Ouvrage paru en 1928, réédité en 1931 sous le titre *What are we to do with our Lives ?*.
- [42] *The War That Will End War*, par H. G. Wells. Version française : *La destruction libératrice*, réédité aux Éditions Le passé du futur, Grama, Bruxelles, 1995, p. 214.
- [43] *Ibid.*, p. 134 : « Ce fut dans une ambiance légèrement incrédule que démarra la réunion qui devait instaurer le nouvel ordre mondial ».
- [44] *The New World Order*, par H.G Wells, réédité par Filiquarian Publishing, LLC, en 2007.
- [45] La plupart des responsables économiques de l'administration Obama sont issus de la Pilgrim Society.
- [46] Voir *The Anglo-American Establishment*, op. cit, p. 82 et pages 117 et suivantes.
- [47] Site officiel de la [Round Table](#).
- [48] L'entreprise JP Morgan, pilier de la finance anglo-saxonne, fut fondée par John Pierpont Morgan (1837-1913).
- [49] Voir les ouvrages de l'extraordinaire Antony Sutton (1925-2002), chercheur à l'institution Hoover et à l'université Stanford, décrivant le soutien de Wall Street aux trois éléments suivants : *Wall Street and the bolshevik revolution*, Arlington House, 1974 ; *Wall Street and FDR* (ndlr : Franklin Delano Roosevelt) et *Wall Street and the rise of Hitler*. Il faut ajouter aussi cette série en trois volumes : *Western technology and soviet economic development 1917-1930* ; *Western technology and soviet economic development 1930-1945* et *Western technology and soviet economic development 1945 to 1965* prouvant à partir d'une documentation de première main le soutien économique et financier de l'occident à l'Union soviétique et à ses affidés.
- [50] Nous invitons le lecteur à s'intéresser à Basil Zaharoff (1850-1936) qui fit fortune en vendant des armes aux acteurs du conflit de 1914-1918.
- [51] *Wall Street and the bolshevik revolution*, op. cit, p. 57.
- [52] *Ibid.*, pp. 83.
- [53] *Ibid.*, p. 82. Il est intéressant de noter qu'Harry Hopkins (1890-1946) qui devint plus tard l'éminence grise du président Roosevelt, fut l'intermédiaire entre la Croix-Rouge états-unienne dirigée par William Boyce Thompson à Petrograd en 1917 et sa représentation à Washington in *Ibid.*, p. 72.
- [54] *Ibid.*, pp. 89-100. Le mémorandum de William Boyce Thompson présenté à Lloyd George peut être lu en entier aux pages 197 et suivantes au paragraphe intitulé « Document 4 ».
- [55] *Pétrole, une guerre d'un siècle*, par William Engdahl (Éditions Jean-Cyrille Godefroy, 2007), p. 94 et suivantes.
- [56] *Wall Street and the rise of Hitler*, op. cit, voir les chapitres de 1 à 5 en particulier page 47.
- [57] *The Anglo-American Establishment*, op. cit, p. 182.
- [58] Outre la Grande-Bretagne et ses dominions, Lionel Curtis n'hésitait pas à y ajouter : la France, les pays scandinaves, l'Irlande, l'Égypte, l'Inde, la Belgique, les Pays-Bas, le Canada et les États-Unis. Ces projets ont été présentés dans son livre paru en une seule édition en 1938 : *The Commonwealth of God in The Anglo-American Establishment*, op. cit, pp. 282-283.
- [59] *Union Now : A Proposal for a Federal Union of the Democracies of the North Atlantic*, par Clarence Streit (Harper & Brothers Publishers, 1939).
- [60] *The Anglo-American Establishment*, op. cit, p. 283.
- [61] « [Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US](#) », *Réseau Voltaire*, 25 juin 2004.
- [62] Le président Wilson l'appelait son « alter ego ».
- [63] *Wall Street and FDR*, op.cit, p. 92 et suivantes.
- [64] Voir notre livre *La Marche irrésistible du nouvel ordre mondial*, op.cit, p. 14 et pp. 80-81. *Philip Dru, administrator*, par Edward Mandell House, réédition Robert Welch University Press, 1998.
- [65] *La Paneurope*, par Anne-Marie Saint Gille (Presses de l'université de Paris Sorbonne, 2003), pp. 130-131.

- [66] L'engagement d'Aristide Briand au côté de la Paneurope acquise aux principes fédéralistes et régionalistes dans un cadre politique mondial unifié permet de mieux comprendre le discours du représentant français à l'Assemblée générale de la Société des Nations, le 5 septembre 1929, appelant à un « lien fédéral » entre les États européens.
- [67] Le représentant anglais lors de ce congrès paneuropéen de 1926, A. Watts, était membre du Royal Institute of International Affairs issu du « groupe Milner » in *La Paneurope*, op. cit, p. 148.
- [68] « [Richard de Coudenhove-Kalergi \(1894 -1972\)](#) », site internet de l'association PanEurope-France.
- [69] La Paneurope a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de tous les textes en faveur de la protection des groupes ethniques. Voir notre ouvrage *Minorités et régionalismes dans l'Europe Fédérale des Régions* (Éditions François-Xavier de Guibert, 4<sup>e</sup> édition, 2004) et dans ce livre, le chapitre intitulé « L'union Charlemagne » p. 75 et suivantes.
- [70] « [Richard Coudenhove-Kalergi](#) » sur le site internet de l'European Society Coudenhove-Kalergi.
- [71] Site officiel de l'association [Paneuropa](#).
- [72] Lire son discours prophétique à l'annexe 11 de *La Décomposition des nations européennes* ; en particulier le passage où Coudenhove appelle à l'instauration d'une « union atlantique », une « Fédération à trois » selon son expression, « l'Angleterre étant le pont entre l'Europe et l'Amérique ». C'est exactement ce qui est poursuivi par les instances de Bruxelles et de Washington d'une manière accélérée depuis 1990. Voir la liste complète des bénéficiaires du Prix Charlemagne sur le site du [Comité](#).
- [73] *Wall Street and the rise of Hitler*, op. cit, chapitre 2 « The Empire of IG Farben », p. 33.
- [74] *Wall Street and the bolshevik revolution*, op. cit, pp. 125-126.
- [75] *Ibid.*, p. 126.
- [76] *Ibid.*, p. 60.
- [77] *Ibid.*, pp. 61-62
- [78] *Ibid.*, p. 50.
- [79] Il faut ajouter aussi que Hjalmar Schacht est à l'origine de l'existence de la Banque des règlements internationaux (Bank of International Settlements). Antony Sutton relate aussi la réunion déterminante du 20 février 1933 dans la demeure d'Hermann Goering qui permit, en présence d'Adolf Hitler, de lever des fonds pour le financement du parti nazi. Les plus grands patrons de l'industrie allemande étaient présents et ont aligné les sommes nécessaires (Krupp von Bohlen, Albert Voegler, von Loewenfeld, ...) ; le tout se faisait sous la direction d'Hjalmar Schacht in *Wall Street and the rise of Hitler*, op. cit, p.108.
- [80] Antony Sutton évoque entre autres l'influence déterminante de Gerard Swope (1872-1957), président de General Electric Company, qui permit la politique socialisante du président Roosevelt in *Wall Street and FDR*, op.cit, p. 86.
- [81] Carroll Quigley explique entre autres les infiltrations au sein de l'appareil politique états-unien de la part de JP Morgan in *Tragedy and Hope. A History of the World in Our Time* (GSG and Associates, 1966), p. 938.
- [82] Le Premier ministre anglais a tenu des propos dans son discours de Zürich qui sont dans la droite ligne du mondialisme à en juger ces extraits : « (...) L'Union européenne a fait beaucoup pour arriver à ce but et ce mouvement doit beaucoup au comte Coudenhove-Kalergi et à ce grand patriote et homme d'État français que fut Aristide Briand (...). Nous autres Britanniques, nous avons le Commonwealth. L'organisation du monde ne s'en trouve pas affaiblie, mais au contraire renforcée et elle y trouve en réalité ses maîtres piliers. Et pourquoi n'y aurait-il pas un groupement européen qui donnerait à des peuples éloignés l'un de l'autre le sentiment d'un patriotisme plus large et d'une sorte de nationalité commune ? Et pourquoi un groupement européen ne devrait-il pas occuper la place qui lui revient au milieu des autres groupements et contribuer à diriger la barque de l'humanité ? (...). Appelant à une réconciliation franco-allemande, Churchill ajoute dans un esprit fabien : « Il faut que notre but permanent soit d'accroître et de renforcer la puissance de l'ONU. Il nous faut créer la famille européenne en la dotant d'une structure régionale placée sous cette organisation mondiale, et cette famille pourra alors s'appeler les États-Unis d'Europe » (...) in George C. Marshall, *Points de repère*, Lausanne, 1973
- [83] L'influence fédéraliste se fit sentir par l'intermédiaire d'Européens convaincus comme Denis de Rougemont, Henri Brugmans et Alexandre Marc.
- [84] Côté états-unien, dès 1924, Rosika Schimmer et Lola M. Lloyd défendant la cause des femmes (droit de vote, etc) organisèrent la première assemblée constituante mondiale devant être élus par les peuples afin de rédiger une constitution mondiale. Cette initiative fut relancée en 1937 à Chicago avec une campagne en faveur d'un gouvernement mondial. Il serait très intéressant de savoir qui finançait de tels projets. Par la suite, d'autres États-Uniens préparèrent les esprits en faveur d'un monde uni : Emery Reves, auteur de *Anatomy of Peace* défendant l'idée d'un gouvernement mondial (il fut aussi l'agent littéraire de Winston Churchill) ; le politicien Wendell Wilkie avec son livre *One World* ; l'avocat Clark Grenville auteur de *World Peace through World Law* ; le journaliste Norman Cousins ; le journaliste et sénateur démocrate Alan Cranston et le philosophe Robert Hutchins.
- [85] [Présentation du World Federalist Movement](#) sur son site internet.
- [86] Déclaration de Montreux du 23 août 1947.
- [87] Voir notre livre *La Fondation Bertelsmann et la gouvernance mondiale* (Éditions François-Xavier de Guibert, 2009), pp. 95-96 et « [Geschichte der Europa-Union Deutschland](#) sur le site internet de Europa Union Deutschland.
- [88] « [The history of Federal Union](#) » sur le site internet de l'association.
- [89] « [Regional Federalism](#) » sur le site internet du World Federalist Movement.
- [90] Site officiel d'[Andrew Duff](#).
- [91] « [ECFR's Board and Council](#) » sur le site internet de l'European Council on Foreign Relations.
- [92] « [Création accélérée d'un Conseil européen des relations étrangères](#) », *Réseau Voltaire*, 3 octobre 2007.
- [93] *La Fondation Bertelsmann et la gouvernance mondiale*, op. cit, p. 92 et suivantes.
- [94] « [Trustees](#) » sur le site internet du Rhodes Trust.

- [95] Parmi les nombreux participants, nous pouvons relever Richard de Coudenhove-Kalergi, Konrad Adenauer, Denis de Rougemont, Alcide de Gasperi, François Mitterrand, etc.
- [96] « [Histoire secrète de l'Union européenne](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 28 juin 2004.
- [97] Une exception toutefois ; RTL Belgique a diffusé lors de son journal télévisé l'extérieur de la réunion du Bilderberg en juin 2000 lors de sa réunion à Genval dans le Brabant wallon. On peut y apercevoir Dominique Strauss-Kahn ou encore la reine Béatrix des Pays-Bas.
- [98] « [Top candidate debates EU tax at elite dinner](#) », par Andrew Rettman, *EU Observer*, 16 novembre 2001.
- [99] Le film *Avatar* de James Cameron sorti en décembre 2009 est le prototype même de l'esprit « gaïa ». Une tribu parée de nombreuses qualités par rapport aux humains venus exploiter leur planète tire leur force de la nature, plus précisément d'un arbre, véritable dieu qui donne l'énergie comme il l'a reprend.
- [100] Thomas Huxley était appelé le « bouledogue de Darwin ».
- [101] « [H.G. Wells : Darwin's disciple and eugenicist extraordinaire](#) », par Jerry Bergman, in *Journal of Creation*, décembre 2004.
- [102] « [WWF in the 60's](#) » sur le site internet du World Wild Fund.
- [103] « [Presidents - past and present](#) » sur le site internet du World Wild Fund.
- [104] *Le Figaro*, 25 janvier 1999.
- [105] Voir p. 137 (chapitre 28).
- [106] « [Peter Sutherland, Directeur général du GATT et de l'OMC de 1993 à 1995](#) », sur le site internet de l'Organisation mondiale du Commerce.
- [107] « [Peter Sutherland](#) », sur le site internet de la Commission trilatérale.
- [108] « [Membership](#) », sur le site internet de la Commission trilatérale.
- [109] Parmi les nombreux domaines participant à l'édification du nouvel ordre mondial, nous pouvons évoquer le cas du *Codex alimentarius* dont l'objectif est de procéder à des modifications ou à des suppressions de produits entrant dans la composition alimentaire (vitamines, minéraux, ...).
- [110] [Texte intégral](#) sur le site internet du Saint-Siège.
- [111] *Ibid.*, voir les paragraphes de 130 à 145.
- [112] « [Message Urbi et Orbi du Saint-Père Benoît XVI](#) », 25 décembre 2005, Vatican.
- [113] [Texte intégral](#) sur le site internet du Saint-Siège.
- [114] *Ibid.*, paragraphe 67.
- [115] Site officiel de la [Campagne pour la création d'une Assemblée parlementaire des Nations Unies](#).
- [116] *The case for a United Nations Parliamentary Assembly*, par Dieter Heinrich, World Federalist Movement, octobre 1992
- [117] Site officiel du [Komitee für eine Demokratische UNO](#).
- [118] « [Comité exécutif](#) » de la Campagne pour la création d'une Assemblée parlementaire des Nations Unies.
- [119] Cet institut allemand est à l'origine des textes clefs en faveur des groupes ethniques en Europe ; la *Charte des langues régionales ou minoritaires* et la *Convention-cadre pour la protection des minorités*. Voir notre livre *Minorités et régionalismes*, *op. cit.* p. 142 et suivantes.
- [120] Site officiel de [2020 Vision](#).
- [121] « [Satzung für das Komitee für eine demokratische UNO](#) ». [Document téléchargeable](#).
- [122] « [Associates des KDUN](#) », sur le site internet du Komitee für eine Demokratische UNO.
- [123] [Rapport sur les relations entre l'Union européenne et l'organisation des Nations Unies](#) [2003/2049 (INI)], rapporteur Armin Laschet, 16 décembre 2003.
- [124] Signalons aussi la présence de Hans-Gert Pöttering au sein du comité directeur du Prix Charlemagne, président de la Fondation Konrad Adenauer, ancien président du Parlement européen mais aussi ancien président de Europa Union Deutschland, filiale de l'Union des fédéralistes européens (l'UEF créée à Montreux en 1947) dirigée en 2010 par le député anglais au Parlement européen Andrew Duff.
- [125] Voir *La Fondation Bertelsmann et la gouvernance mondiale*, *op. cit.* p. 93 et suivantes.
- [126] *Internationale Demokratie entwickeln*, par Andreas Bummel, Horizonte Verlag, 2005.
- [127] « [Andreas Bummel Der Vorsitzende des Komitees für eine demokratische UNO](#) », par Gerrit Wustmann, 11 février 2008.
- [128] « [À propos du projet APNU](#) », sur le site internet de la Campagne pour la création d'une Assemblée parlementaire des Nations Unies.
- [129] « [Étude : la création d'un Parlement mondial serait « pleinement en harmonie avec la doctrine papale »](#) », 28 juillet 2009, Campagne pour la création d'une Assemblée parlementaire des Nations Unies.